

Déclaration du représentant CFDT du personnel au Conseil d'Administration du 8 juillet 2021

Monsieur le Président, Madame la Directrice Générale, mesdames et messieurs les Administrateurs. Je voulais, en ce début de Conseil émettre une alerte concernant les salariés de notre UES. Rassurez-vous, je ne vais pas parler augmentations salariales car aujourd'hui, le malaise des salariés va bien au-delà de la reconnaissance dont ils sont privés depuis plus de dix ans à cause des échecs des différentes réorganisations qui se sont succédées. Je voudrais ici vous faire part du très mauvais état de santé physique et psychique des salariés de l'AFPA que je représente dans cette instance. Ces derniers mois, une multitude de fiches alertes individuelles sont émises dans toutes les régions. Ces dernières semaines cela devient des fiches alertes collectives représentant à minima des pôles de travail et allant jusqu'à des centres dans leur quasi-entièreté. Dernièrement, l'ensemble des salariés du Centre de Limoges Romanet a dû débrayer pour attirer l'attention du Directeur Régional sur la situation qu'ils subissent collectivement. Un nouveau phénomène se fait jour du côté des managers qui, selon l'expression consacrée, tombent comme des mouches. Ce sont ainsi des managers de formation, de gestion ou encore des directeurs de centres qui se retrouvent en arrêt maladie, voire démissionnent. Des centres sont en difficulté de fonctionnement du fait de l'absence de membres de l'équipe de direction. Le PSE a complètement désorganisé l'Agence, il manque des centaines de postes, la précarité se développe comme jamais. Personnellement, je suis à l'AFPA depuis 24 ans et je n'ai jamais connu une situation aussi inquiétante pour l'intégrité même de l'ensemble des salariés, en souhaitant ne pas avoir à déplorer des situations dramatiques. Il est grand temps que tout le monde prenne conscience de la gravité de la situation, Direction Générale, Conseil d'Administration et Tutelle de l'Etat. Oui, la formation professionnelle a profondément changé et nos prédécesseurs n'ont sans doute pas suffisamment compris et anticipé les enjeux. Oui l'AFPA doit faire sa révolution. Mais cela ne peut pas se faire sans tenir compte des femmes et des hommes qui remplissent à l'AFPA une mission de service public pour la République. Les salariés n'en peuvent plus de subir ces changements qui ne leur ont jamais été ni expliqués ni justifiés au-delà du sempiternel « l'AFPA ne peut pas continuer à perdre de l'argent » et qui, jusqu'alors ne leur permettent pas de voir la lumière au bout du tunnel. En tant qu'administrateurs, nous nous engageons et nous devons assumer nos responsabilités quant aux décisions prises et leurs conséquences. Quelle que soit l'impérieuse nécessité d'un retour rapide à l'équilibre, il ne se fera pas sans les salariés.

Thierry Cheype